



DECLARATION FSU – CTSD DU 7 mai 2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le ministre de l'Éducation Nationale se réjouit de la mise en place de parcours différenciés et du déploiement des techniques d'enseignement à distance à l'occasion du confinement. Ce sont précisément ces méthodes d'individualisation des apprentissages qui contribuent à saper les cadres communs et génèrent les inégalités. Le confinement a permis de les installer brutalement, mais elles ne doivent en aucun cas remplacer l'apprentissage en présentiel, en classe. C'est pourquoi ce gouvernement n'est pas crédible lorsqu'il s'alarme de l'aggravation des inégalités scolaires due à l'enseignement à distance.

L'école, pour tous les élèves, dès que possible, dans de bonnes conditions.

L'école, la vraie, est celle où l'on apprend ensemble. Le collectif de la classe doit être construit comme espace d'entraide et de partage. Ce doit être une école de l'égalité et de l'émancipation, qui permette à tous les jeunes de s'approprier les savoirs complexes qui leur seront nécessaires pour être ensuite, dans leur vie d'adultes, pleinement citoyens. Pour autant, le retour en classe préconisé pour le 11 mai n'est pas satisfaisant.

D'abord parce que cette décision va à rebours de toutes les préconisations des commissions ou organismes scientifiques. Ensuite, le retour des élèves de primaire dès le 12 mai alors que les lycéens, plus à même de comprendre et d'appliquer les gestes barrière, ne vont reprendre qu'en juin est incompréhensible d'un point de vue sanitaire. Mais ce sont sans doute d'autres paramètres de nature économique, politique qui ont présidé à cette prise de décision.

A la FSU, la crise sanitaire que nous vivons ne nous fait pas perdre de vue notre projet éducatif. C'est pourquoi un retour en classe des élèves sur la base du volontariat, comme le prévoit le Gouvernement, est inacceptable. C'est prolonger une situation qui génère des inégalités sociales et scolaires. En Norvège où les cours ont repris, 38% des familles ont fait le choix de garder leurs enfants. Mais ce taux est de deux à trois fois plus élevé parmi les familles les plus démunies. D'après nos premières observations les retours en REP+ sont plus faibles qu'ailleurs. La fréquentation de l'École ce n'est pas quand on veut, comme on veut. L'instruction en France est encore, jusqu'à preuve du contraire, obligatoire de 3 à 16 ans et l'École Publique est le meilleur lieu pour la dispenser.

Comme il ne peut y avoir malgré l'engagement remarquable des collègues de continuité pédagogique réelle et efficace à distance, le confinement doit être conçu comme une interruption scolaire dont il faudra compenser les effets déscolarisants avec des mesures fortes, de recrutement et de formation des enseignants, de réflexion sur l'adaptation des programmes et un suivi renforcé des élèves décrocheurs au moment de la reprise.

A l'instar de l'Éducation Nationale, les communes vont également être fortement sollicitées pour mettre en œuvre les mesures préconisées par le protocole sanitaire. Il faudra du personnel en nombre pour assurer le nettoyage et la désinfection du matériel et des locaux plusieurs fois par jour. Il faudra également mobiliser des personnels pour assurer les activités 2S2C. Nous allons à nouveau être confrontés aux disparités et aux inégalités territoriales entre les communes qui disposent de personnels qualifiés pour encadrer les élèves et celles qui seront dans l'incapacité d'offrir la moindre activité culturelle, scientifique ou sportive aux enfants de leur commune.

Pour la FSU, l'annonce du déconfinement ne saurait en aucune façon justifier le primat du local sur le cadre national, de l'accueil sur le pédagogique, des enjeux économiques sur la priorité sanitaire.

Poser les conditions de la reprise

On ne peut accepter la volonté du gouvernement de faire porter la responsabilité des conditions de la réouverture des établissements scolaires aux équipes éducatives, chefs d'établissements ou encore aux les maires et élus locaux avec un délai court de mise en œuvre et sans moyens supplémentaires. Cela met en tension familles, personnels, élus.

Dans le premier degré, trois organisations syndicales, le SNUipp-FSU, le SE-UNSA et le Sgen-CFDT entendent « Faire de la semaine du 11 au 15 une semaine de pré-rentree », la reprise doit être suspendue à la mise en place des garanties sanitaires indispensables et à une organisation pédagogique acceptable. Il est indispensable de laisser le temps sur le terrain d'organiser la reprise de l'école notamment pour adapter les effectifs avec un maximum de 10 en élémentaire et bien moins en maternelle. Il est essentiel de faire confiance localement à la communauté éducative pour organiser un retour progressif des élèves sans pression ni injonction, notamment en termes de contenu scolaire, et en leur donnant le temps nécessaire, notamment pour permettre le respect de chaque élément du protocole sanitaire, dont la version définitive a été publiée le dimanche 3 mai. Ceci doit être respecté sur tout le territoire y compris dans des communes comme Tourcoing où les édiles ont une conception toute particulière de la concertation et du respect dû aux différents partenaires des collectivités territoriales.

Dans les collèges, beaucoup de personnels sont en attente de la couleur que prendra le département aujourd'hui. La tendance semble tendre vers le vert depuis mardi soir, ce qui fait prendre, encore davantage, conscience de l'ampleur de la tâche à réaliser en quelques jours pour pouvoir envisager une réouverture le 18 mai. La FSU considère toujours cette date précipitée, cela met les personnels en difficulté et accentue l'anxiété déjà présente alors qu'il faudrait pouvoir aborder cette reprise sereinement. Le protocole définitif n'est arrivé que lundi dans les établissements avec des allègements quant aux règles de sécurité applicables par rapport aux

recommandations du Conseil Scientifique, notamment sur l'utilisation des masques. Ces derniers, qui étaient obligatoires dans le projet de protocole, sont maintenant seulement « recommandés » dans certaines situations pour les personnels et pour les élèves. Les masques ne sont pourtant pas des lunettes de soleil que l'on met et retire au gré de la journée. Ils doivent se mettre et se porter en respectant des règles sans être retirés constamment. Il semble aussi que les masques ne sont pas encore arrivés dans les collèges alors qu'à partir du 11, des réunions de « pré-rentree » peuvent avoir lieu avec les personnels. Le masque ne doit pas non plus être l'arbre qui cache la forêt, cette réouverture précipitée comporte beaucoup de risques, la FSU sera attentive au strict respect, à minima, du protocole sanitaire national. S'il ne peut pas être respecté, un établissement ne doit pas pouvoir ouvrir. Il en va de la santé et la sécurité de toute la communauté éducative, et au-delà. Qu'en est-il d'ailleurs du nettoyage des collèges, qu'est-il prévu par le département pour celui-ci ainsi que pour la désinfection régulière des locaux ?

« L'école d'après » aura besoin d'un plan d'urgence

Nous appelons à la reprise d'une école pour tous les élèves, dès que possible, sans précipitation, « quel qu'en soit le coût » comme l'a dit M. Macron. Tout cela implique des aménagements à court et à long terme.

Un plan d'urgence sera nécessaire avec des orientations nationales nouvelles, des ambitions, des moyens pour le service public national et pour les collectivités territoriales. Le gouvernement ne pourra pas notamment s'exonérer d'une véritable médecine scolaire et d'un service de santé pour les personnels.

Pour cela, il faudra des moyens, comme pour l'hôpital, pour les services publics. L'argent existe, il faut s'attaquer à l'évasion fiscale et à la financiarisation de l'économie pour réorienter les richesses produites au service de l'intérêt général et donner à l'Etat et aux collectivités les moyens de répondre aux besoins des populations.